



n°23, mars 2010

**« Attention ! Un comportement peut en cacher un autre. » Les problèmes de la sociologie des comportements politiques aux prises avec la mémoire et l'histoire**

Emmanuelle Comtat

*Les Pieds-noirs et la politique. Quarante ans après le retour*

Paris, Presses de SciencesPo, 2009, 315 p.

Le sous-titre porte, « Quarante ans après le retour », écho de la thèse soutenue à Grenoble sous la direction de Pierre Bréchon. Il désigne le vrai sujet de ce livre. Oublions donc pour l'instant les quelque quatre-vingts premières pages et notons le sérieux des analyses qualitatives (souvenirs-témoignages) et quantitatives (recensements, etc.) qui forment le chapitre 2 (« Les éléments constitutifs du traumatisme », pp. 77-139). Certes, elles ne bouleversent pas la science et l'on se demande parfois si, pour l'auteur, l'histoire telle que racontée par ses objets ne devient pas l'histoire tout court, un péché mignon auquel elle est sujette, mais l'on reviendra plus bas sur ce chapitre-pivot. Après une sorte de *survey* sans grande importance, *survey* de la littérature sociologique pertinente complété par quelques notations d'atmosphère où tout ce qui est dit est déjà connu (chapitre 3, « L'intégration en France », pp. 141-158), le gros morceau et le meilleur (chapitre 4, « Participation et politisation », pp. 158-214, et chapitre 5, « Orientations politiques », pp. 215-289) est plein de données qualitatives et quantitatives scrupuleusement constituées.

C'est dans le détail des analyses que ces chapitres méritent d'être lus et appréciés avec attention, et il faut en recommander la lecture directe faute de pouvoir les résumer, sauf à les reproduire quasi *verbatim*. Le rapprochement des pieds-noirs de la perception dominante de la vie politique française et des représentants politiques aujourd'hui est bien signalé, ainsi que les raisons propres qui les ont amenés à être peut-être « en avance » sur le scepticisme désormais tenu pour assez uniformément répandu et les raisons pour lesquelles la

désaffection envers le Parti socialiste tend à diminuer fortement. On rappellera d'ailleurs que la SFIO fut au plus fort de la guerre d'Algérie sous la IV<sup>e</sup> République un défenseur actif et déterminé de l'Algérie française quand Robert Lacoste était « ministre-résident » de 1956 à 1958 et Raoul Salan commandant militaire en Algérie sous les gouvernements Guy Mollet puis Félix Gaillard. La SFIO s'y brisa malgré sa tentative d'être « à la proue de la V<sup>e</sup> République », et le long purgatoire de la social-démocratie française commença jusqu'à la renaissance d'Epinay, moyennant un tournant marxiste vers la gauche unie auquel François Mitterrand, cet ancien ministre de l'Intérieur de 1954, peu proche des « séparatistes », présida benoîtement et éloquemment en attendant mieux. En faveur de la recherche d'Emmanuelle Comtat, on dira que, pour une fois, ce n'est pas le Diable mais le bon Dieu qui est « dans les détails », appuyés par une avalanche de références savantes et plutôt bien maîtrisées pour relier « détails » à « généralité théorique ».

L'ennui, malgré cet effort, est qu'en gros la recherche n'aboutit qu'à confirmer ce que l'on croyait déjà savoir, hormis cette constatation surprenante que « les pieds-noirs sont majoritairement situés à droite. *Leur positionnement est donc différent de celui des autres Français* » (p. 292). Non que cela ne soit pas probablement vrai, mais la date de la constatation (2009) fait problème. Le positionnement à gauche des « autres Français », souligné par le recenseur, est vrai sans interruption à partir de 2004, mais par quelle prescience l'auteur parvient-elle à cette conclusion comparative, encore une fois probablement exacte, à partir d'enquêtes de 2002, moment où les autres Français étaient aussi majoritairement à droite, sans ajouter qu'en 2002 les pieds-noirs étaient en général *encore plus* à droite que les autres ? En effet, elle n'a pas actualisé elle-même son « enquête pieds-noirs » au moins jusqu'à 2004 sinon 2008 (si elle l'a fait, elle n'en laisse rien paraître), ni n'a tenté de descendre au niveau de la circonscription (Montpellier, Perpignan, la vallée de la Garonne, Toulon, Marseille, Nice) et d'isoler la variable « pieds-noirs » par comparaison avec d'autres circonscriptions à composition socioprofessionnelle semblable (ce qu'elle n'a pas fait), ne serait-ce que pour confirmer ce que le sens commun et le flair pratique des professionnels tiennent pour acquis et fortifier l'explication qu'elle fournit (p. 248, note 57) de l'altération du paradigme sociodémographique de Columbia par les effets du « traumatisme » de 1962.

Le reste est sans surprise. Le traumatisme n'a pas eu pour effet d'orienter les pieds-noirs vers un parti particulier (le mythe de l'égalité « électoral pied-noir = électoral FN » est démonté avec précaution), bien que cet évènement figure de façon prééminente parmi les raisons de ceux qui ont choisi de voter pour le FN, surtout dans les régions à forte concentration de pieds-noirs (cet effet écologique aurait pu être mieux élaboré). En bref, si la dimension « rapatriés » fut longtemps un élément de base de l'extrême droite, elle

n'empêche pas que d'autres pieds-noirs, et pas seulement des individualités, ne l'ont jamais rejointe. Les rapatriés sont donc loin d'être le facteur dominant de la montée du FN, qui a aujourd'hui une base plus large et quelques bastions où les pieds-noirs ne sont pas concentrés. D'ailleurs, l'« effet traumatisme » s'efface dans les générations suivantes, bien qu'un effet de socialisation situe les enfants de pieds-noirs plus à droite que leurs compatriotes de la même génération (p. 294). « Il n'y a pas un seul modèle explicatif du vote des pieds-noirs » (p. 293). Donc un zeste de modèle de Columbia, une bonne pincée de modèle de Michigan doivent être combinés pour faire mijoter le ragoût « pieds-noirs aux urnes » sans pour autant que ces ingrédients soient les seuls à faire le plat. Très bien.

Evidemment, tout cela est cumulatif, mais dans le sens faible que lui donnait sagelement Alain Lancelot dans ses cours : il vaut mieux confirmer sérieusement une banalité (car celle-ci est souvent contredite par une autre banalité tout aussi apparemment évidente) qu'avancer sans support sérieux une hypothèse mirobolante. Sans aucun doute. Mais les études électORALES et l'auteur peuvent mieux faire, surtout si celle-ci prétend tester la thèse de Paul Bois dans *Paysans de l'Ouest* posant que le « traumatisme révolutionnaire » de 1789-1793 a engendré pendant cent cinquante ans deux types de comportements politiques opposés : les paysans riches de l'ouest de la Sarthe n'ont pu accéder aux biens du clergé qu'ils convoitaient bien avant la Révolution du fait de la surenchère de la bourgeoisie urbaine, ce qui en fit des cléricaux votant à droite, tandis que les paysans pauvres de l'est, qui n'avaient pas eu ces convoitises, n'ont pas été frustrés par la Révolution et sont devenus des mécréants votant à gauche (cette thèse m'a toujours paru trop élégamment mécanique et « siegfriedienne » pour me satisfaire complètement). Supposons que l'on soit en présence d'un test. J'en doute, car il me semble y avoir ici plus une analogie évocatrice qu'une ressemblance bien contrôlée entre une population (l'ouest de la Sarthe) qui a été frustrée dans ses attentes mais n'a rien perdu de plus et est restée enracinée, et une population (pieds-noirs) qui a été « déplacée » et déracinée : la propriété de la terre et la propriété de soi ne sont pas tout à fait la même chose, surtout pour une population à écrasante majorité urbaine. Mais il y avait peut-être là une piste à exploiter pour expliquer pourquoi et comment, par l'effet du déplacement, ceux qui ont été *le plus* traumatisés sont aussi ceux auxquels la thèse de Bois ne s'applique *pas*. En ce cas, une étude historique plus approfondie de la période avant 1962 (ou 1954) s'imposerait pour faire toute leur place aux comportements politiques passés et à leur contexte<sup>1</sup>.

Malheureusement, le livre consacre cinquante-deux pages (pp. 25-76) au chapitre 1, intitulé « Les comportements politiques avant et pendant la guerre d'Algérie ». Si les

---

<sup>1</sup> La qualification de la discipline qui signale le livre fait problème : la quatrième de couverture porte « Histoire », mais la page de garde mentionne un mystérieux « Fait politique ».

données démographiques et socioprofessionnelles sont des plus convenables, pour le reste le lecteur va de surprise en surprise : ainsi, à la page 25, « L'Algérie était composée depuis 1871 [...] de trois départements français – l'Algérois, le Constantinois et l'Oranie ». Tiens ! tout le Sahara a disparu avec les « Territoires du Sud ». Suit dans la même phrase : « [...] avec une organisation interne calquée sur le modèle de la métropole, avec préfectures, sous-préfectures, arrondissements et communes ». Tiens ! les « communes mixtes » et les « administrateurs civils » ont disparu, et aussi les « Délégations financières » et la Banque d'Algérie. Il n'était pas besoin à Emmanuelle Comtat de recourir aux « données d'archives », ce dont la félicite son préfacier, pour éviter ce genre de perles, à moins que celles-ci ne soient dues aux nécessités imposées par l'éditeur et la collection de réduire son manuscrit aux fins de publication, ce qui les expliquerait mais ne les excuse pas. La consultation en deux heures de n'importe quel manuel de « législation algérienne » aurait suffi, ou encore celle du livre de Jean-Claude Vatin, *L'Algérie politique. Histoire et société* (Paris, Presse de Sciences Po, 1983), à défaut des travaux du regretté Claude Collot, peu accessibles. Plus loin, à la page 54, note 95, il ne suffit pas de dire que *L'Echo d'Alger* a « été fondé par les radicaux » en face de la *Dépêche algérienne*, qui était « l'organe des droites » : celle-ci a disparu en 1945 (alors qu'*Alger républicain*, disparu en 1940, reparaît en 1945 sous contrôle communiste pour être à nouveau interdit pendant « les événements ») et *La Dépêche quotidienne* qui la remplace aura une ligne politique légèrement plus libérale que *L'Echo d'Alger*, devenu le plus furieux des quotidiens « ultras » sous la direction d'Alain de Sérigny (*La Dépêche* survivra à l'indépendance jusqu'en 1964 sous le nom de *Dépêche d'Algérie*). Pas davantage il ne suffit de dire (pp. 58-59), sur la foi du seul livre d'Ahmed Koulakssis (*Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord*, Paris, A. Colin, 1991, pp. 285-286), que de nombreux membres de la population européenne étaient en faveur du projet Blum-Violette de 1936 visant initialement à accorder le droit de suffrage à certaines catégories de musulmans (initialement 24 000 bourgeois, membres de professions libérales, fonctionnaires et anciens combattants) et que, selon le rapport de la sous-commission Lagrosillière de juillet 1937, « la grande majorité des Français d'Algérie estime que des réformes en faveur des indigènes sont souhaitables et serait prête à les accepter », même en mentionnant dans une note prudente et judicieuse que A. Koulakssis ne précise toutefois pas la nature de ces réformes. Et pour cause : les pieds-noirs, même modestes, connaissaient mieux la montée en puissance du Parti populaire algérien (PPA) de Messali Hadj, rêvant selon Benjamin Stora d'un « étranglement de la France par une corde dont l'Allemagne et l'Algérie tiendraient les deux bouts », que les prudentes positions d'un pharmacien de Sétif nommé Ferhat Abbas (quant aux oulémas du cheikh Ibn Badis, seuls les spécialistes de la direction des Affaires indigènes les suivaient de près) et les « réformes » en

question étaient plus des réformes sociales que des réformes politiques (c'est peu de temps après qu'Albert Camus publierà dans *Alger républicain*, alors socialiste, l'enquête sur « le triste sort des indigènes algériens »), et il est permis de penser que le prudent Lagrosillière a surtout pour souci de ne pas antagoniser la base pied-noire du Front populaire, et plus généralement de calmer le jeu en Algérie quand les périls montent en Europe. Contrairement à ce qui est précisé page 58, note 102, « Bab el Oued » ne restera pas « un bastion communiste avant les évènements » (les années 1954), car, dès les élections municipales de 1947 (entre temps, il y a eu « les évènements de Sétif » en mai 1945, avec la rude répression qui les suit), et surtout les législatives de 1951, les forces s'équilibreront dans le quartier. De même, page 60, note 113, le général Tubert n'était pas « le maire communiste d'Alger » ; il faisait partie des « compagnons de route » dont le parti utilisait avec usure le titre de général de gendarmerie. Page 72 et encore page 116, note 76, la « minorité de pieds-noirs [qui] a pris fait et cause pour les nationalistes algériens » ne comprenait pas seulement ceux qui ont « continué à soutenir le PCA » et l'on ne les a nullement appelés « pieds-rouges pour marquer leur proximité avec le PC ». Je ne me souviens pas avoir entendu qualifier ainsi l'aspirant Maillot, mais peut-être la mémoire des interviewés d'Emmanuelle Comtat en a-t-elle gardé une trace plus exacte que la mienne. En tout cas, l'appellation ne s'est répandue qu'après 1962 pour désigner tous les alliés d'extrême gauche du régime (ou parfois de ses opposants), dont l'immense majorité n'était pas faite de pieds-noirs et encore moins de membres du PC. Côté bibliographie, si Charles-Robert Ageron reçoit son juste dû, pourquoi ne pas avoir utilisé la thèse de Bruno Etienne, ou antérieurement celle d'Ivo Rens sur l'Assemblée algérienne, dont les élections ne semblent pas avoir été étudiées (elle compta pourtant un « intergroupe des libéraux » qui mériterait attention, tout comme les futurs « libéraux » de la guerre d'Algérie) ?

Dans tout ce chapitre 1, l'auteur aurait non seulement pu mais dû mieux faire, car il n'est pas un simple hors d'œuvre avant un robuste plat de résistance, il est, ou devrait faire partie intégrante de la démonstration. Deux idées, l'une raisonnable, l'autre fantasmée, parcourront en effet la population urbaine pied-noire (et quelques tout petits colons) : la première, martelée par le PCA en voie d'adopter la théorie de la « nation en formation » (peu appréciée par une bonne partie des nationalistes musulmans), situe la réelle opposition dans « l'Algérie des Français » entre le grand colonat et le petit peuple ; la deuxième, merveilleusement représentée par la source n° 35, page 59, soupire que tout irait bien s'il n'y avait pas eu « les politicards qui ont tué l'Algérie ». Ce sourd et puissant populisme de la peur aurait mérité une analyse autrement poussée, car il aurait permis d'éclairer ce qui reste obscur dans le chapitre-pivot « Les éléments constitutifs du traumatisme », déjà mentionné et sur lequel il convient de revenir.

L'objet de cet important chapitre 2 est en effet moins de restituer l'histoire elle-même que la façon dont les pieds-noirs s'en souviennent quarante ou cinquante ans après (selon que l'on prend pour point de départ 1962 ou 1954), ce qui, naturellement, exclut de l'enquête ceux et celles qui avaient plus de 35 ans en 1954. Cette mémoire doit expliciter le « traumatisme fondateur » supposé ensuite tester la thèse de Paul Bois. Maurice Halbwachs est bien sûr dûment cité, mais peut-être à contresens si l'assertion selon laquelle une mémoire individuelle et une mémoire collective coexistent indépendamment lui est attribuée (p. 77). Le problème est qu'il est difficile de parler de mémoire sans la situer dans ses deux contextes historiques : le passé dont on se souvient et le présent où l'on dit ce souvenir. D'où les références aux travaux de Benjamin Stora, Guy Pervillé et beaucoup d'autres professionnels ainsi qu'aux réalités traumatisantes de juillet 1962, sanglantes à Oran, « simplement » dévastatrices ailleurs.

Pratiquement toutes ces réalités expliquent (sans le justifier pour autant) ce que disent les pieds-noirs, au détriment de références qui expliqueraient ce qu'*ils ne disent pas*. Ici, l'utilisation des entretiens me semble défectueuse<sup>2</sup>. Beaucoup de ce qu'ils disent plus ou moins confusément est essentiel par ce qui est révélé et plus encore par ce qui est occulté. Ainsi, le sentiment de ne pas avoir été accueillis en 1962 fait dire à certains qu'ils ont été objet d'un racisme qui « dépasse même ce qu'on peut raconter contre les musulmans ici » (source n° 20, p. 96) ; on notera que ce « retraité du parapublic de 70 ans » ne mentionne même pas dans sa comparaison le racisme contre les musulmans dans l'Algérie des années 1950, au temps où il avait 20 ans dans un pays d'apartheid « soft » : il y manquait l'idéologie raciste (le racisme « ordinaire » était en revanche très présent dans les « blagues ») et l'institution de la séparation, sauf celle des collèges électoraux, car la République française est libérale ; restaient les « bidonvilles », les « douars » et les campements et, bien sûr, la « casbah » d'Alger, qui n'était plus celle imaginée dans le *Pépé le Moko* des années 1930, un des triomphes de Gabin avant *Quai des brumes*, et pas encore celle de la « bataille d'Alger » en 1956, un des triomphes du colonel Bigeard. Dans une certaine mesure, *il a raison*, les « musulmans » minoritaires dans une France où beaucoup sont venus volontairement par le double jeu des désenchantements de l'indépendance et de la division internationale du travail ne sont pas les « musulmans » majoritaires qui se sentent là depuis une éternité. Les premiers sont de multiples bras de fleuve que l'on a trop longtemps contournés avec une nonchalante précaution, les seconds étaient la mer où l'on était baigné, où l'on nageait, non sans risque car cette mer était menaçante sous ses aspects bonasses, avec qui l'on commerçait mais ne communiquait guère, du moins en apparence,

---

<sup>2</sup> Bien que cité en bibliographie, le livre de l'anthropologue Michelle Baussant, *Pieds-noirs, mémoires d'exil*, Paris, Stock, 2002, ne semble guère exploité alors qu'il est l'un des seuls dignes d'être considéré.

car ils étaient quand même inévitables sauf dans de rares cas (Oran restera majoritairement « européenne » jusqu'en 1962). L'on ne pouvait éviter de « les voir » et les entendre sinon les écouter. Ce qui explique que quand les pieds-noirs disent que « les Arabes leur manquent », ils expriment quelque chose de réel, ils sont comme la mer et le ciel qui « leur manquent », ce sont des « Arabes d'environnement » et non des concitoyens à qui une parole politique est reconnue. Par contraste, combien de libéraux de gauche impeccablement antiracistes et partisans de la pleine égalité politique y compris la reconnaissance du droit de vote aux résidents immigrés non nationaux ni ressortissants de l'Union européenne, voire au « droit à des papiers pour tous », n'ont jamais parlé de leur vie à un « maghrébin » (plus question d'« Arabes » dans ces milieux), ils ne voient même pas l'épicier qui les sert. Il est vrai que l'affirmation « j'avais des copains arabes » sonne chez les pieds-noirs comme une apologie de soi et une attaque contre les mensonges des « socialistes et des communistes » (source n° 30, p. 229 ; je ne me souviens pas de beaucoup d'exemples de ces « copinages » allant au-delà de la simple cordialité de façade, au moins entre hommes, mais sans doute ma mémoire me joue-t-elle des tours), mais elle n'en exprime pas moins un imaginaire fantasmé et, qui sait, peut-être la nostalgie d'une occasion perdue.

Un autre exemple est le vif reproche adressé aux Français de ne s'être pas battus contre l'Allemagne et de se désintéresser de la guerre d'Algérie, alors que les pieds-noirs ont payé lourdement leur participation aux deux guerres. Il manifeste un sentiment de différence dans les conditions sociales et historiques au moment même où il est aussi affirmé que tout le monde est français sur le même plan : « L'Algérie, c'est la France », mais les deux « sociétés », si l'on peut appeler l'Algérie une seule « société », ne peuvent être les mêmes, la seconde étant une « situation coloniale » dont Georges Balandier fit la théorie en 1950 et qu'Aimé Césaire et Albert Memmi avaient révélée avant qu'Octave Mannoni en fasse la psychologie, Paul Mus la sociologie, et Francis Jeanson et Franz Fanon le procès<sup>3</sup>. « La situation fait le larron », les pieds-noirs refusent de l'admettre même s'ils sont au bord de dire que les « Français de France », dits aussi « Francouais », placés dans leur situation se seraient comportés comme eux, ce pourquoi les Français de France qui, une fois en Algérie depuis quelques mois, changeaient d'opinion étaient dits « avoir viré leur cuti » : ils avaient compris et rejeté le virus qui menaçait la présence française. Les pieds-noirs étaient de plus en plus orientés par la vie politique et intégrés à la haute culture française, une situation qui n'était pas non plus étrangère à des intellectuels algériens francophones, « expulsés de leur

---

<sup>3</sup> Si, en Grande-Bretagne, le « gouvernement impérial » fait très tôt l'objet d'une analyse experte et justificatrice avec, par exemple, Marjorie Perham (alors que Robert Montagne et Robert Delavignette sont en France plus discrets), ce qui produira beaucoup plus tard des analyses critiques et scientifiques dont témoigne l'*Oxford History of the British Empire* (Judith M. Brown et Roger Louis, Oxford University Press, 1999), il faudra attendre le chapitre 4 de Jean-François Bayart dans *Le Gouvernement du monde* (Paris, Fayard, 2004) pour accéder à une analyse synthétique en langue française du gouvernement colonial.

langue comme le fellah de sa terre » selon la fallacieuse métaphore autojustificatrice de l'un d'eux. Mais ils ne se pensaient pas moins partie intégrante de l'Algérie (leurs cousins du Maroc et même de Tunisie se sentaient beaucoup plus « pièces rapportées », sauf les juifs, qui n'avaient pas bénéficié automatiquement du décret Crémieux dans les deux « protectorats »), et de ce fait ils savaient aussi que leur situation politique n'était pas celle des Français, étant menacés par les « Arabes » dont ils partageaient pourtant une petite partie de la culture matérielle, non pas la langue arabe, « dialectale » ou savante, car la connaissance de celle-ci décroît constamment depuis 1920, mais les odeurs, la cuisine parfois, et ce curieux « parler pied-noir », cette langue verte aujourd'hui langue morte faite de consonances arabes et espagnoles. Ici s'exprime ce que j'ai appelé dans un petit essai d'histoire mémorielle la « schizophrénie culturelle » de l'Algérie française<sup>4</sup>.

Suivant en cela ses objets qui en parlent très peu, l'auteur n'approfondit pas la question de la torture généralisée (le livre d'Henri Alleg, ce communiste international non pied-noir qui dirigeait *Alger républicain* et en reprendra la direction en 1962, *La Question*, n'est même pas cité en bibliographie) ou des exécutions sommaires, toutes choses d'ailleurs qui touchent moins les pieds-noirs que l'armée<sup>5</sup> car ils sont bien davantage traumatisés par le terrorisme, les massacres de Philippeville d'août 1955, écho des évènements de Sétif dix ans plus tôt qui traumatisèrent aussi le gouverneur Jacques Soustelle, ayant précédé les attentats d'Alger en mai 1956. Même pesant silence sur l'effort avorté d'Albert Camus venu à Alger au début 1956 pour promouvoir une « trêve civile » qui aurait dû séduire une population de gauche qui avait des « copains arabes », tué dans l'œuf par une foule agressive<sup>6</sup> (nous sommes à la veille des manifestations géantes de février 1956 qui feront capituler Guy Mollet, et le départ de Jacques Soustelle en décembre 1955 en avait donné un avant-goût). On rappelle ces faits bien connus moins pour souligner qu'ils sont oubliés par les pieds-noirs interrogés que pour établir que les effets du « traumatisme » sont antérieurs à 1962, qui n'a fait que l'exacerber. L'hypothèse de « continuité » me semble ici plus plausible que celle de la discontinuité ou, plus exactement, peut-être le trauma était-il en germe depuis longtemps dans l'« Algérie française ».

Ce n'est pas sacrifier au paralogisme de l'explication rétrospective par les résultats que de hasarder cette hypothèse un peu triste, au parfum « fataliste », ce qu'elle n'est pas

<sup>4</sup> J. Leca, « La «schizophrénie culturelle» de l'Algérie française », *Autrement*, « Algérie-Aurès 1954-1994 », 1994. Il faudrait peut-être aussi relire l'essai de Germaine Tillion, *Les Ennemis complémentaires*.

<sup>5</sup> R. Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Gallimard, 2001. Voir aussi, du même auteur, *La Guerre d'Algérie. Une histoire apaisée ?*, Paris, Le Seuil, 2005 (le titre a un prudent point d'interrogation, ô combien justifié...). Aucun de ces deux ouvrages ne figure dans la bibliographie du présent livre.

<sup>6</sup> Il convient d'ajouter que l'initiative de Camus n'inspirait aucun enthousiasme aux nationalistes du « 1<sup>er</sup> novembre 1954 » et que le discours qu'il prononça, vide de toute réelle ouverture politique, déceut aussi bien ceux-ci que ceux qui ne les avaient pas encore ralliés.

mais seulement la restitution d'un mécanisme au travail, dont les causes ont été analysées tant par Charles-Robert Ageron dans sa grande thèse pionnière, *Les Algériens musulmans et la France*, que par André Nouschi dans une autre grande thèse, *Enquête sur le niveau de vie des populations constantinoises*. Tout le tragique d'une histoire qui n'est malheureusement pas réglée tient dans le fait que le colonialisme dégradait constamment la constitution sociale de l'Algérie musulmane : la « modernisation » (la propriété privée, la baisse de la mortalité infantile, le marché du travail, et avec lui les migrations, l'exposition à la bureaucratie, et dans ses formes les plus extrêmes le « déracinement » décrit par Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad et la « clochardisation » des Aurès, pratiquement vides de pieds-noirs, objet du cri de Germaine Tillion dans *L'Algérie en 1957*) ne s'accompagnait pas de l'accès de la très grande majorité des Algériens à la « société civile », c'est-à-dire les communes de plein exercice, l'école généralisée, l'Université, les chambres de commerce, les organisations patronales, les ordres professionnels et même les syndicats, sinon tardivement ; seuls se développaient la presse, les cafés et les clubs sportifs qu'Omar Carlier a étudiés et continue d'étudier, et le rachat des terres se répandait lentement.

Mais de ce colonialisme les pieds-noirs ne se sentaient pas, *à juste titre*, la cause ni les auteurs, ils en étaient seulement les modestes bénéficiaires sans être pour autant des exploiteurs (sur ce point, les analyses communistes étaient justifiées), et quand la menace, longtemps sourde, devint criante, ils se crispèrent dans l'autodéfense de l'« Algérie française », acteurs et victimes du traumatisme, plus tard exaspérés par la peinture donnée d'eux-mêmes de prédateurs de l'Algérie par leur avidité, d'où leur défense qui se retourna contre eux des « bienfaits de la colonisation », contrée aujourd'hui, en 2010, par l'exigence que la France se reconnaîsse aussi coupable de la colonisation que de la rafle du Vel' d'Hiv'... Nouvelle blessure infligée cette fois non par la France mais par le « pays d'origine », dont l'un des dirigeants aurait déclaré un jour que la guerre d'Algérie avait fait perdre à ce pays non pas un mais deux millions de ses enfants, les « martyrs » algériens (*chouada*) et les pieds-noirs déplacés... Mais cette phrase ne semble en réalité jamais avoir été prononcée, les nationalistes de 1954 n'ayant jamais envisagé qu'une grosse population pied-noire puisse être intégrée par l'Algérie indépendante pas plus qu'une grosse population algérienne puisse l'être par la France, ce dont le général de Gaulle était apparemment aussi convaincu après 1958. L'histoire qui suivit en Algérie confirma leur première prévision, mais celle qui suivit en France et n'est pas achevée en 2010 pose quelques problèmes à la seconde<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> La bizarre comparaison par similarité entre la demande d'excuses pour la colonisation et l'apologie officielle pour la rafle du Vel' d'Hiv' montre la singularité de la situation algérienne. Car, sous Vichy, l'« Etat français » envoya ses propres citoyens (plus quelques autres) à la déportation puis la mort infligée par un Etat occupant. En 1955-1961, la République française fit elle-même le travail sans pour autant envisager jamais de « solution finale » ni même d'extermination en gros ou au détail. Bien sûr, conformément à la vulgate de l'époque, il s'agissait de « séparatistes » pris dans l'engouement du nationalisme arabe « étranger » (et d'abord celui de l'Egypte nassérienne), mais il ne s'en

L'Organisation de l'armée secrète (OAS) est un sujet particulièrement sensible vers lequel l'auteur s'avance avec précaution. Ses informateurs, tout en étant gênés par son terrorisme, la présentent parfois comme la « bouée de sauvetage » de l'Algérie française à laquelle on s'accrocha faute de mieux. Parmi les exploits de cette organisation, puissante surtout dans l'Algérois et l'Oranais, et dont Emmanuelle Comtat ne dissimule pas que les pieds-noirs y ont adhéré massivement quoique le plus souvent passivement, citons l'assassinat sans merci de Mouloud Ferraoun, fusillé, des avocats libéraux Popie et Garrigues, poignardés dans leur cabinet selon une technique que devaient reproduire les islamistes en 1991-1992, le « sauvetage » de la bibliothèque universitaire d'Alger détruite par le feu, d'innombrables plastiquages qui ne s'arrêtèrent que quand son leader algérois d'extrême droite, Jean-Jacques Susini, passa un accord avec le « FLN » (ou quelques leaders de la « Zone autonome d'Alger ») pour sauver quelques meubles. Ici encore, la question n'est pas de refaire une histoire qui reste d'ailleurs à faire sérieusement mais de poser une question sur les attitudes et comportements politiques.

Superficiellement, il paraît raisonnable de tenir que l'attachement de la population pied-noire à l'Algérie française, et donc à l'OAS qui en apparaissait le dernier rempart, n'en faisait pas des gens « d'extrême droite » pour autant. Et pourtant, si la seule perspective ouverte pour sauver l'Algérie française était *justement*, après l'échec du putsch des généraux en 1961 du fait de la reddition du général Challe qui, en authentique républicain, se rendit à la justice de son pays quand il comprit que celui-ci ne le suivrait pas, à la différence du général Salan, de se confier, même « passivement », à une organisation d'extrême droite dont les racines idéologiques étaient déjà bien plantées en 1958 ? Carl Schmitt, dans son texte tardif de 1963, *Théorie du partisan*, où Salan et l'OAS sont évoqués avec justesse, note que la faiblesse de celle-ci vient du fait qu'elle luttait contre *son propre Etat*, qui seul pouvait la satisfaire. Cette curieuse, et judicieuse, observation appelle un corollaire : la seule chance de l'OAS était que l'Etat français change de nature et devienne fasciste.

---

agissait pas moins de ses propres citoyens puisqu'il n'y avait pas de guerre mais seulement des « événements » auxquels la « pacification » devait mettre un terme. Seulement, ces « citoyens français » (ou leurs « représentants ») par le fer et par le feu, mais aussi par une bonne dose de convictions partagées) considéraient de plus en plus la France comme un Etat étranger et occupant (et cela ne datait pas de 1954, ni même de 1945 ou de 1930). D'où la bizarre position, à contre-emploi, de l'actuelle « République algérienne » : elle ne peut, sans se déjuger, accuser la France d'avoir massacré des citoyens français puisque ses fondateurs leur refusaient *en principe* cette qualité dès le début (*en fait*, les choses en allèrent quelque peu différemment, tout spécialiste du droit de la nationalité le dira). Reste donc l'accusation de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité », un débat dans lequel chacun répugnera à s'engager de peur de redoutables « demandes reconventionnelles » de part et d'autre, ou bien la qualification de toute la colonisation comme un crime, mais en ce cas, le Vietnam, les autres Etats du Maghreb et d'Afrique noire deviennent aussi demandeurs et une grosse partie de l'Europe occidentale, Grande-Bretagne, Hollande, Belgique, Espagne, Portugal, Italie, et même l'Allemagne, deviennent défendeurs face à une kyrielle d'autres demandeurs de toute la planète. Beau sujet d'*« intergouvernementalisme délibératif »* pour l'Union européenne... Il ne reste donc qu'une issue : que des citoyens français d'aujourd'hui (les « maghrébins ») demandent à la France de « plaider coupable » pour avoir dénié dans le sang la prétention de leurs parents à *ne pas* être français. Je ne suis pas sûr qu'une telle démarche apporterait l'apaisement présumé recherché par un tel exercice en anamnèse.

Bien sûr, les pieds-noirs, du moins ceux qui suivirent l’OAS, n’étaient pas d’extrême droite pour les mêmes raisons et avec le même répertoire que leurs prédecesseurs de la « métropole »<sup>8</sup>. De plus, s’il est impossible de nier le racisme, au moins « ordinaire » et « institutionnel », sinon « idéologique », vis-à-vis de la population algérienne musulmane, il est aussi vrai que l’antisémitisme ne faisait pas partie de son répertoire, au moins dans le petit peuple : fort du début du XX<sup>e</sup> siècle aux années 1940, il déclina assez vite dans les quartiers populaires par commune opposition aux « Arabes », bien qu’il n’en allât pas tout à fait de même dans les « beaux quartiers ». Mais il convient de distinguer dans l’étude des comportements politiques les dispositions « lourdes » et les comportements de circonstance et de situation : le tardif extrémisme pied-noir n’a relevé que des seconds et n’était pas, et de très loin, aussi fortement enraciné parmi ses porteurs, ce sur quoi comptait d’ailleurs, à tort, la gauche pour voir ceux-ci rejoindre le giron de leur famille traditionnelle sous l’effet des variables socioprofessionnelles jointes à la haine du général de Gaulle qui les avait « trahis »<sup>9</sup>. Mais peut-on en conclure qu’il n’existe pas ? Et si l’attentat du Petit-Clamart avait réussi, et si l’OAS avait « gagné » avec un gouvernement Bidault-Soustelle-Salan qui aurait intensifié la mise en œuvre du « plan de Constantine » dans un avatar de la « modernisation autoritaire » à la Mussolini en Italie ou à la Bichelonne dans la France de Vichy, soutenu par une armée qui aurait préféré l’archaïque, et héroïque, prestige colonial à la modernisation technique de l’arme atomique ? Questions un peu absurdes qu’une bonne étude d’« histoire virtuelle » volatiliserait sans doute, et de fait les pieds-noirs épousèrent ensuite des formes plus apaisées d’orientation politique, comme l’auteur le montre bien. Mais questions suffisantes pour nous mettre en garde contre les immunités innées face à telle ou telle idéologie pratique.

Ce livre est donc un honnête essai qui n’est qu’à moitié transformé, pour faire référence à un sport qui ne fut jamais pratiqué en Algérie car les terrains y étaient d’une dureté meurtrière et Dieu sait ce qui se serait passé dans les mêlées... Son sujet n’en donne pas moins l’occasion de susciter une réflexion sur les particularités de la situation coloniale en Algérie, et de façon plus générale sur les situations où la colonie (ou certains de ses groupes) a été déclarée partie intégrante de la métropole, ce qui devrait permettre par voie de conséquence de mieux clarifier ce que l’on globalise trop vite sous le nom de « situation postcoloniale ».

Jean Leca

---

<sup>8</sup> Et les juifs n’en furent jamais, ce que l’essai glacial et glaçant de Pierre Nora, *Les Français d’Algérie* (1961), ne souligne pas assez dans son ardeur à montrer l’enfermement mortel des pieds-noirs qui se confierent à lui. Bien entendu, je n’impute pas à Nora la thèse que tous les pieds-noirs étaient disposés à être d’extrême droite.

<sup>9</sup> Ce calcul marcha au moins pour certaines communes communistes dont celle d’Echirolles, banlieue de Grenoble, dirigée par le légendaire Georges Kioulou, expert en patronage de masse pour tous les groupes non « bourgeois ».